

SNUCLIAS-FSU  
Didier BOURGOIN  
173 rue de Charenton  
75012 PARIS

Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 20 mars dernier ainsi que votre brochure concernant les conditions d'exercice des travailleurs sociaux et je tiens tout d'abord à exprimer ma solidarité envers le combat que vous menez.

Alors que les besoins sont criants, on assiste à des coupes claires dans le budget de la santé, de l'éducation, du logement. Il y a près de 6 millions de chômeurs, une entreprise ferme chaque jour avec les conséquences brutales sur le niveau de vie de la population laborieuse.

Et c'est lorsque les besoins sociaux sont les plus urgents que les travailleurs sociaux sont privés de moyens.

Des millions de travailleurs privés d'emploi d'un côté et de l'autre, des millions de travailleurs surmenés, surexploités, usés avant l'âge, voilà le fonctionnement « normal » de la société capitaliste.

Les salaires sont bloqués voire réduits par la précarité, le temps partiel. Le coût de la santé pèse de plus en plus sur la population, sur sa partie la plus pauvre en particulier, ce qui l'exclue de toute une partie des soins.

C'est pourquoi, mon combat, mon programme dans cette campagne électorale est un programme de défense des travailleurs. Je revendique une mesure d'urgence : l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, avec le maintien du salaire. Même en période de crise et de ralentissement de la production, il y a toujours du travail. Qu'on se le répartisse et qu'on puise dans les profits actuels et passés de la bourgeoisie pour maintenir les emplois et les salaires.

Il est aussi indispensable d'embaucher dans les services publics existants, où les effectifs ont fondu comme neige au soleil, comme la Santé, l'Éducation, les transports. Mais il faudrait aussi mettre en place des services publics nouveaux comme pour la construction de logements ou l'aide aux personnes âgées, ce qui signifierait là encore la création de centaines de milliers d'emplois. Il est également vital d'imposer l'échelle mobile des salaires, retraites et revenus de remplacements pour faire face à la hausse des prix.

En se mobilisant massivement les travailleurs peuvent imposer le contrôle sur la vie économique, les finances, les répartitions budgétaires, les banques et leurs bénéfices. C'est la seule façon de contraindre les gouvernements d'aujourd'hui et demain à donner un coup d'arrêt aux régressions sociales.

Dans les réunions publiques où j'interviens je répète à travers le pays que pour se protéger les travailleurs ne peuvent compter sur personne. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Je ne propose pas un programme électoral mais un programme pour les luttes à venir des travailleurs dont les travailleurs sociaux font partie.

Mon emploi du temps ne me permettra pas de vous rencontrer, mais si vous sous souhaitez une rencontre avec l'un de mes représentants, faites le nous savoir.

Recevez, Monsieur, mes salutations militantes.

Nathalie ARTHAUD